

CE MONDE QUI BOUGE

Mémoire courte

Par Hassane Zerrouky

Il fallait avoir vraiment la mémoire courte pour croire que ces élections législatives allaient accoucher d'une alternative au système actuel.

Si ceux qui contestent les résultats de ce scrutin, dénonçant les «irrégularités», la «fraude», reprochant au pouvoir de n'avoir pas tenu ses promesses pour un vote transparent, prenaient la peine de regarder la réalité, ils s'apercevraient sans doute que les réformes adoptées par l'APN n'avaient pas pour objectif la fin de ce système politique tant décrié, mais de le corriger à la marge. Aussi, en prenant part à ce scrutin, les partis politiques, qui crient au trucage, ont de fait cautionné le processus mis en œuvre par le pouvoir. Cela vaut aussi bien pour le FFS, qui a apporté une caution démocratique à ce processus, que pour les autres formations de tendance démocrate ou libérale. Soyons clairs, quel est l'Algérien sensé qui croira que ces partis ne savaient pas que le FLN et le RND allaient sortir vainqueurs de ce scrutin. Sauf, si ce système était assez fou pour programmer son suicide !

Quant à la déferlante islamiste annoncée, parlons-en. Ceux, parmi les médias nationaux mais aussi étrangers, qui avaient pronostiqué un scénario à l'égyptienne ou à la tunisienne, il suffit de leur rappeler que, là également, les Algériens n'ont pas la mémoire courte. Commençons par l'Alliance verte qui, à la faveur du «printemps arabe», a basculé opportunément dans l'opposition à la veille de ces législatives. Soltani et ses amis, qui se sont découvert une âme d'opposant à la dernière minute, ne pouvaient faire oublier qu'ils sont comptables de la gestion socio-politique d'un pouvoir dont ils ont fait partie depuis plus de dix ans ! Les quatre ministres islamistes membres du Hamas sont encore membres du gouvernement. Pour être crédible, il aurait fallu que le MSP retire ses ministres du gouvernement. Or, il ne l'a pas fait. Idem pour Abdelmadjid Menasra du Front du changement (FC), qui a essayé, au moyen d'un discours islamiste radical, de faire oublier qu'il a été ministre de l'Industrie, partisan de la privatisation du secteur économique d'Etat, une fonction où il n'a pas laissé que de bons souvenirs ! Et à ce titre, il est également comptable du bilan de ce pouvoir.

Toutefois, plus que leur stratégie d'entrisme et de participation à la gestion du régime, l'Alliance verte, le Front du changement ou Al-Adala de Djaballah, ont cru qu'à la faveur de la politique de réconciliation nationale, que les Algériens ont oublié la responsabilité de l'islamisme dans la tragédie qu'a vécue l'Algérie. Or, la «décennie noire» est encore dans les mémoires. A moins qu'ils soient schizophrènes ou atteints de je ne sais quelle folie, les Algériens n'allaient pas tout de même pas voter pour une alternative islamiste après ce que le pays a enduré, et ce, en dépit de ces tentatives de déculpabilisation de l'islamisme auxquelles on a assisté. Et auxquelles on continuera d'assister...

Bien plus, ces partis islamistes modérés ou radicaux ne sont rien d'autre qu'une forme d'expression, parmi d'autres, de ce néo-libéralisme capitaliste qui est en train de ravager de nombreux pays.

Leur modèle social et économique, c'est le Qatar et les monarchies du Golfe où les immigrés sont payés à moins de 300 euros par mois et ne disposent d'aucune couverture sociale, et non la Turquie, trop moderne à leur goût ! Ce n'est pas en proposant un ministère de la zakat comme l'a fait Djaballah qu'on réduira le chômage et la pauvreté ! En outre, des islamistes au pouvoir, cela ne signifie pas seulement une restriction plus grande des libertés, mais une Algérie livrée aux multinationales, fragilisée, comme le sont les monarchies du Golfe qui ne peuvent tenir et exister sans l'appui militaire américain.

Quant au taux de participation, que les partis s'abstiennent d'évoquer, alors qu'il est l'enjeu majeur de cette élection, signifie-t-il que l'Algérie est sur le chemin d'une sortie de crise ? Assurément non. L'abstention reste élevée. Le système ne sort pas conforté par ce scrutin.

Tout au plus, aura-t-il deux ans de répit d'ici l'élection présidentielle. Deux ans, c'est peu au regard de l'accumulation des problèmes auxquels le pays est confronté et que ce système ne pourra pas résoudre à coups de politiques autoritaires.

H. Z.



La cérémonie officielle de l'installation de la nouvelle Assemblée populaire nationale aura lieu le samedi 26 mai prochain. C'est en tout cas la date communiquée par les services administratifs de l'Assemblée.

Kamel Amarni, Alger (Le Soir) «Cela, même si rien n'a définitivement été tranché, nous confie une source proche du gouvernement, car la proclamation des résultats par le Conseil constitutionnel faite mardi fera que le délai réglementaire, dix jours, nécessaire à l'organisation de ladite installation coïncidera avec la journée du vendredi 25». Selon notre source, il n'est pas à écarter que l'on décale la date d'une journée, c'est-à-dire pour le dimanche 27 mai ou même qu'elle soit avancée au jeudi 24. Mais ces considérations réglementaires de pure forme par ailleurs mises à part, tout le reste se déroulera sans surprise aucune. A savoir que, d'ores et déjà, l'on sait que le parti vainqueur de l'élection législative, le Front de libération nationale, présidera l'Assemblée.

«Le FLN a, officiellement, 221 sièges. Ajoutez-y les 7 autres sièges obtenus par les redresseurs à Batna, Biskra et Blida et les 4 indépendants militants du FLN qui ont décro-



Photo : Samir Sid

La cérémonie se déroulera sans surprise aucune.

ché des sièges, à Khenchela notamment, le parti se retrouve avec 232 sièges, soit qu'à lui tout seul, il a déjà la majorité à l'APN. Dans ce cas-là, il est impossible de ne pas lui attribuer la présidence au risque de graves blocages pour le fonctionnement de l'institution.» Et sauf retournement de dernière minute, comme ce fut le cas en 2007 avec la préférence «forcée» de Ziari sur Abdelkrim Ghrieb, Bouteflika désignera à la prestigieuse fonction de troisième personnage de l'Etat, l'actuel ministre de l'Enseignement supérieur, Rachid Harraoubia. Souvenons-nous, du reste, de la bataille féroce entre Harraoubia et Ziari ayant duré

des mois dans les coulisses de l'ex-parti unique pour, au départ, s'emparer de la position de tête, la liste du FLN à Alger et, donc, de la présidence de l'Assemblée.

Or, et contre toute attente, celui qui conduira la liste d'Alger sera Larbi Ould Khelifa. Mais le président du Conseil supérieur à l'arabisation, un septuagénaire qui a déjà eu à exercer en tant que ministre il y a plusieurs années, peut-il constituer un sérieux concurrent pour Harraoubia dans la course à la présidence ?

«Peu probable, estime une source proche du FLN. Car si Ould Khelifa a des atouts à faire valoir, étant du centre du pays (en fait originaire de Kabylie et

ayant vécu à Laghouat) il est desservi par un tempérament incompatible avec la fonction». En fait, l'homme est de nature nerveux et très peu enclin aux compromis et au sens de la modération. Contrairement à Harraoubia qui, lui, est le genre à s'adapter à toutes les situations.

Originaire de l'est du pays, cet ancien «hamrouchien» et professeur d'université est de nature plutôt sobre et effacé. Son ascension dans le pouvoir depuis 1999, il la doit, surtout, à sa proximité avec l'entourage immédiat de Abdelaziz Bouteflika. Notamment l'influent conseiller spécial, Saïd Bouteflika.

K. A.

UNE PLATE-FORME DE REVENDICATIONS SERA TRANSMISE AU MINISTÈRE DE TUTELLE

Les magistrats exigent la hausse de leurs indemnités

A l'image des employés des autres secteurs d'activité, les juges algériens réclament une revalorisation de leurs salaires à travers la révision à la hausse des primes et indemnités. C'est ce qu'a déclaré, hier, le président du Syndicat national des magistrats (SNM) lors de son passage au Forum du journal en langue arabe El Wassat.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Selon M. Djamel Laïdouni, le bureau exécutif du Syndicat national des magistrats se réunira dans quelques jours pour débattre la question et une «plate-forme de revendications relative à une revalorisation des salaires sera transmise à la tutelle».

«Même s'il faut qu'on la transmette au premier magistrat du pays, on le fera», a martelé le conférencier.

Le Syndicat national des magistrats avait transmis à la tutelle, il y a quelques mois, une plate-forme de revendications exigeant «une revalorisation des salaires».

Cette montée au créneau des juges intervient au lendemain des élections législatives, opération à laquelle les magistrats ont été associés. D'ailleurs, le président du SNM a tenu à saluer «le

rôle positif joué par les juges lors de ces élections».

Pour rappel, il y a moins d'une année, le Conseil national du syndicat a réclamé au premier magistrat du pays de revoir le régime indemnitaire des magistrats «qui n'a pas été revu depuis sa promulgation, contrairement à ce qui s'est passé dans les autres corporations».

Le Syndicat a réclamé, en outre, de doter les responsables des hautes juridictions, à savoir les présidents du Conseil de l'Etat et du Conseil constitutionnel ainsi que celui de la Cour suprême, des mêmes «privilèges» dont jouissent les hauts cadres des pouvoirs exécutif et législatif.

EXPLOSION D'UNE BOMBE SUR LES HAUTEURS D'AZEFFOUN

Un militaire tué

La localité d'Azeffoun renoue avec la violence des explosions de bombes artisanales. Hier, mercredi vers 9h30, les habitants de cette localité ont été réveillés par une forte déflagration venant des hauteurs de la ville. Un attentat qui a, selon notre source, coûté la vie à un militaire, circulant à bord de son véhicule personnel.

La victime a succombé à ses blessures après son évacuation à l'hôpital d'Azeffoun. Le lieu du forfait est pratiquement le même que celui des précédents attentats.

Pour la quatrième fois, en effet, le sentier menant vers la caserne de la marine, située sur les hauteurs de la ville d'Azeffoun, a fait l'objet d'attentat par engin explosif et on déplore, malheureusement, toujours des victimes.

F. B.